

AFFAIRE SONATRACH

La chambre d'accusation de nouveau saisie avant la fin juin

Au plus tard, le 15 juin prochain, le juge instructeur de l'affaire Sonatrach saisira de nouveau la chambre d'accusation pour statuer sur ses conclusions, a-t-on appris de source sûre. Cette dernière est appelée de nouveau à valider ou infirmer le contenu de l'ordonnance de renvoi.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Il est à noter que ce retard accusé dans l'instruction de cette affaire fait suite à la décision de la chambre d'accusation prise en date du 19 octobre 2011 qui a décidé de «relancer l'instruction de l'affaire», en exigeant un «complément d'enquête». Pour rappel, quelques mois après l'ouverture d'une information judiciaire, pas moins de six personnes ont été placées sous mandat de dépôt en vertu de l'ordonnance rendue par le juge d'instruction relevant du pôle judiciaire spécialisé du centre et ce en date du 13 janvier 2010. Or, à en croire des sources proches de la défense, la détention des mis en cause dans cette affaire a «trop duré», ce qui nécessite sa traduction dans les meilleurs délais devant une juridiction et ce, conformément à l'article 197 bis du code de procédure pénale. L'article en question, selon la même source, «a traité d'une façon claire la durée de la détention provisoire dans les articles pénaux, entre l'ordonnance

d'envoi de documents de l'affaire au parquet général et la décision de la chambre d'accusation dans le fond, ce qui donne une signification forte de la volonté du législateur qui devrait», ajoute la même source, «aller au-delà de la protection civile des libertés individuelles de toute forme d'abus ou d'exagération ».

Il n'en demeure pas moins que ce retard accusé dans l'instruction de cette affaire trouve son origine dans le complément d'information demandé par la chambre d'accusation. En effet, certaines sources laissent croire que Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, seraient concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent. Pour cette raison, ajoute la même source, le juge les a interrogés en mai 2011 sur leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses. Cela dit, les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de



Photo : Samir Sid

témoins se sont achevées sur une lourde interrogation quant à la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale. En effet, que ce soit l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation (sous mandat de dépôt), Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont (en détention provisoire) ou Chawki Rahal, chargé de l'activité

commercialisation (placé sous contrôle judiciaire), il est clair que tous les actes de gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil». Même pour le cas de ses deux enfants, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères détentrices des marchés objets de ce scandale, il en avait fait part à son ministre. Les

marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont en général jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit.» Par ailleurs et selon un document dont *Le Soir* détient une copie et portant la signature de l'actuel P-dg de Sonatrach, il ressort que «pour l'activité Amont, soit, le projet attribué à Contel-Funkwerk, «le préjudice maximum qu'aurait subi Sonatrach est de 1 977 198 030,08 DA, pour l'activité TRC, soit, le projet attribué à Saipem, l'écart par rapport au projet Petrojet est de 25 262 000 000,00 DA.

Enfin, concernant le projet de rénovation de l'immeuble Ghermoul, «il en ressort, selon la même source, que Sonatrach n'aurait pas subi de préjudice financier et que d'ailleurs le contrat de réalisation n'a pas connu de début d'exécution». Enfin, il est à rappeler que le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010 et porte sur les contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk Plettac Contel pour des équipements de contrôle et de sécurité, et à l'italienne Saipem, où exerçaient les deux fils de l'ex-P-dg.

A. B.

APRÈS DEUX JOURS

DE CANICULE

Retour aux températures normales

La canicule qui a affecté l'Algérie durant jeudi et vendredi derniers, notamment les régions côtières du pays commence à se dissiper. Après une chaleur étouffante et des températures supérieures à 40°C, une diminution significative est attendue dès aujourd'hui.

Selon l'Office national de météorologie (ONM), elles seront désormais clémentes et avoisineront les 26°C à Oran, 27°C à Alger et Béjaïa, 28°C à Annaba et 29°C à Tizi Ouzou. Le mercure affichera également des températures saisonnières dans les régions de l'intérieur soit 27°C à Sétif, 28°C à Constantine et 30°C à Batna et Bordj Bou-Arredj.

Le temps sera ainsi, ensoleillé et moins chaud. Toutefois, l'après-midi sera caractérisé par un ciel progressivement voilé d'Ouest en Est. Des foyers orageux isolés sont également attendus dans les Hauts-Plateaux, précise encore l'ONM.

Rym N.

COMMUNIQUÉ

DE PRESSE DJEZZY

Une belle soirée pour les clients Elite à Constantine

Avec Djazzy on est toujours gagnant sur tous les fronts : outre le réseau performant et les offres sur mesure, on est aussi récompensé pour sa fidélité, valeur phare de l'opérateur préféré des Algériens. Ainsi, Constantine a vu une très belle soirée dédiée à environ 400 clients Elite (Imtiyaz). Rien n'a manqué à cette soirée, jugée inoubliable, par tous les invités. D'abord la qualité des invités, tous des passionnés de Djazzy, ensuite l'ambiance très conviviale avec l'animation de Hakim Bouaziz qui a mis, comme d'habitude, les rieurs de son côté, ensuite la qualité des cadeaux (téléphones portables de qualité) et puis et surtout un jeu de questions-réponses qui a mis le feu dans la salle ! A la clé, les vainqueurs ont eu la chance de gagner des cadeaux de valeur, des Galaxy tabs. Bien entendu, cet événement a permis aux responsables de Djazzy d'entretenir un débat franc et sincère avec leurs hôtes considérés comme des irréductibles de Djazzy. Ces clients Imtiyaz ont dit, à leur tour, aux responsables de Djazzy, toute leur fierté d'appartenir à la grande famille du leader de la téléphonie mobile en Algérie.

«Nous avons un très bon réseau, de très belles offres et un très bon service clientèle ! C'est le top», ont-ils reconnu en chœur.

La Direction Presse

PRISE EN CHARGE DE L'ASTHME

L'appel à l'aide des associations

En raison du manque de subventions, l'Association algérienne de solidarité aux malades respiratoires (Asma.Resp) ne peut pas à elle seule répondre à la demande des asthmatiques. Elle appelle «à l'aide» la Sécurité sociale pour prendre en charge la location des concentrateurs d'oxygène. Un appareil indispensable pour les malades atteints de la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO).

Salima Akkouche - Alger Le Soir - L'association qui a organisé, jeudi, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'asthme, le 8 juin, des portes ouvertes pour sensibiliser à la maladie et ses moyens de prise en charge, a indiqué que ces appareils ne sont pas à la portée des malades en raison de leurs prix excessivement chers,

«30 000 DA le mois». Pourtant, souligne le professeur Samia Taright, présidente du comité médical de l'association, cet appareil est le seul moyen qui permet l'amélioration de la qualité de vie des malades atteints de broncho-pneumopathie chronique obstructive. «On se bagarre depuis 1996 pour que la Sécurité sociale prenne en charge la location de ces

appareils en vain. Nous avons sollicité le ministre de la Santé et celui du Travail mais aucun d'eux n'a encore réagi à notre demande», regrette le professeur qui souligne que l'association prête les appareils dont elle dispose grâce aux dons mais, dit-elle, ce n'est pas une solution durable. Elle a indiqué que selon une étude réalisée en 2008, l'asthme est une maladie qui touche près de 4% de la population algérienne.

Le vice-président de l'association précise de son côté qu'«à ce jour nous n'avons aucune donnée officielle disponible concernant le nombre réel des malades». Ce dernier relève le manque de structures hospitalières permettant de prendre en charge les malades notamment dans les services des urgences. La prévalence de la

maladie, indique-t-il, augmente dans les grandes villes en raison de la pollution.

Les spécialistes soulignent que les principales causes de la maladie sont particulièrement la pollution et le tabagisme. Ainsi, il a été prouvé que les enfants d'un père fumeur sont trois fois plus prédisposés et cinq fois plus quand les deux parents sont fumeurs. Les spécialistes avertissent que vivre dans un milieu de fumeurs aggrave l'état de santé de l'enfant asthmatique et multiplie ses crises.

Par ailleurs, les asthmatiques viennent allonger la liste des nombreuses parties ayant dénoncé le manque de certains médicaments en affirmant, à leur tour, l'absence de médicaments les concernant.

S. A.

CHIRURGIES CARDIAQUES PÉDIATRIQUES

Une équipe brésilienne pour former des spécialistes algériens

Des professionnels brésiliens vont former des équipes chirurgicales algériennes durant une semaine, aux procédures cardiovasculaires chez les enfants. Objectif : réaliser au moins une vingtaine d'interventions chirurgicales au cours de cette période. Composée de six chirurgiens et techniciens de l'Institut national de cardiologie (INC), l'équipe médicale brésilienne séjourne à Alger, depuis hier jusqu'au 15 juin prochain, indique le communiqué de l'ambassade de la république fédérative du Brésil.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération «Formation technique en chirurgie cardiaque pédiatrique». Signé entre le ministère de la Santé et l'Agence brésilienne de coopération (ABC), «l'Accord permet le traitement des enfants en Algérie et le transfert des connaissances en chirurgies cardiaques pédiatriques et leurs procédures pré et post-opératoires dans divers degrés de complexité», précise le communiqué.

Ainsi, les médecins de l'Institut national de cardiologie de Rio de Janeiro sont à leur

dixième mission en Algérie depuis le début du projet. Des interventions chirurgicales à cœur ouvert sur 119 enfants souffrant de malformations cardiaques, âgés entre 3 mois et 18 ans venus de plusieurs régions

d'Algérie, ont été réalisées lors des missions précédentes. Le projet prévoit également d'autres visites de ces équipes pour les prochains mois, ajoute la même source.

Synthèse R. N.

BAC 2012 À ORAN

«Le pire de tous»

«Cela fait 28 ans que je participe à la surveillance du baccalauréat, celui de 2012 est le pire de tous !...» Paroles d'un enseignant syndiqué du secondaire, à Oran, qui ont l'allure d'une sentence pour évoquer les conditions de déroulement du bac qui montrent toute l'étendue du malaise dans le secteur de l'éducation nationale.

Et pour cause, durant les épreuves de cette année, nombre d'incidents se sont produits, et non des moindres, puisque l'on nous cite des cas de syncope aussi bien chez les surveillants que les candidats. Plus grave, un enseignant d'Oran affecté à Tlemcen pour surveiller les épreuves du bac serait décédé. Selon des membres du CLA à Oran qui ont réagi dans une déclaration, cette situation aurait pour origine le fait que le ministère ait convoqué des enseignants pour assurer la surveillance du bac alors que ces derniers ont fourni des certificats médicaux attestant qu'ils souffrent de mala-

dies chroniques. Certificats refusés, toujours selon le CLA. Par ailleurs, des surveillants ont dû assurer plus de sept heures, avec en guise de repas, du fromage, du thon et une bouteille d'eau minérale. Quant aux épreuves en elles-mêmes, selon toujours des enseignants du lycée Lotfi, mise à part l'épreuve de math jugée bonne, toutes les autres matières ont été caractérisées par des sujets en dessous du niveau.

Nous apprenons encore que le phénomène de la triche a pris des proportions alarmantes, puisque des surveillants ont reçu des menaces de mort pour avoir refusé de laisser des candidats «tricher».

C'est dire l'état d'esprit qui règne chez les jeunes mais d'aucuns considèrent que c'est là le résultat de 20 ans de gestion catastrophique d'un secteur aussi stratégique que celui de l'éducation qui ne produit plus les valeurs universelles du savoir.

F. Moulay